



33^{ème} session du Conseil des droits de l'homme
Point 6 de l'ordre du jour

EPU - Examen des documents finaux de la Thaïlande

Intervention de S.E. Monsieur Jean-Marc Hoscheit, Représentant Permanent du Luxembourg

Vendredi 23 septembre 2016

Monsieur le Président,

Le Luxembourg remercie la délégation de la Thaïlande pour sa présentation et son engagement avec le processus de l'Examen périodique universel.

Ma délégation salue le fait que la Thaïlande ait accepté six recommandations supplémentaires faites par les pairs, notamment la décision de commuer les peines de mort en vue de l'installation d'un moratoire et la création d'un organe d'enquête sur les allégations de torture ; la révision des dispositions du code pénal portant sur la violence et les abus faites aux femmes. Le Luxembourg exhorte les autorités thaïes à œuvrer pour la pleine mise en œuvre de l'ensemble des recommandations acceptées et recommande que le moratoire sur la peine de mort mène à terme à son abolition complète.

Le Luxembourg salue l'intention du gouvernement de mettre fin au jugement des civils par les tribunaux militaires. Nous regrettons cependant que les procès en cours ne sont pas affectés par cette décision et nous faisons dès lors appel au gouvernement thaï de transférer, des tribunaux militaires vers des tribunaux civils, toutes les affaires en cours concernant des civils. Ma délégation demande également aux autorités thaïes de veiller à ce que tous les civils aient droit à un procès équitable devant un tribunal de droit commun.

Bien que nous constatons certains développements positifs, nous demeurons toutefois préoccupés par les restrictions de la liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique. Ma délégation demande que les défenseurs des droits de l'homme soient protégés et que des enquêtes sérieuses soient menées sur les cas de harcèlement à leur égard.

Enfin, ma délégation appelle instamment les autorités thaïes à mettre fin à la détention de civils dans des installations militaires, ainsi qu'à la détention illimitée des personnes réfugiées et des mineurs.

Je vous remercie, Monsieur le Président.